

GAZA, GAZA, ON N'OUBLIE PAS ! (2014-2016)

« Plus le mensonge est gros, plus il passe. Plus souvent il est répété, plus le peuple le croit »
Joseph Goebbels, Berlin, 1933

« Lorsque Sharon est venu en France, je lui ai dit qu'il doit absolument mettre en place un ministère de la propagande comme Goebbels » Roger Cukierman au journal israélien Haaretz en septembre 2001.

Telles sont les références et les méthodes que reprennent toujours à leur compte le CRIF et ses officines dans leurs attaques récentes contre la campagne BDS et contre le peuple palestinien, n'hésitant pas – comme le ministre de la propagande du Troisième Reich - à mentir effrontément :

- Marwan Barghouti – la personnalité la plus respectée du peuple palestinien, qu'il appelle à la résistance non violente - présenté en assassin, en chef du terrorisme¹, en raison d'une condamnation lors d'un procès truqué,
- la campagne BDS, présentée comme antisémite et encouragement au terrorisme², alors que cette campagne non violente dénonce et poursuit l'antisémitisme...

Inutile de multiplier les exemples, et souvenons-nous plutôt.

C'était le 24 septembre 2014 à Bruxelles, le Tribunal Russell pour la Palestine tenait une Session spéciale à la suite de l'agression israélienne de l'été sur Gaza (territoire soumis à un blocus permanent et hors de toute légalité du point de vue du droit international), au cours de laquelle un nouveau carnage avait été perpétré, faisant plus de 2.250 victimes - en majorité des civils - dont 550 enfants et laissant plus de 11.200 blessés parmi la population civile. Réduisant à l'état de poussière le reste des infrastructures encore en place – maisons, usines, routes – par des bombardements intensifs avec pour objectifs de maintenir Gaza comme prison à ciel fermé par avions et drones, de maintenir l'enfermement, d'obliger les Gazaouis à survivre au milieu d'un amas de ruines et d'ordures et d'en faire des « assistés » obligés de mendier pour survivre, et de briser toute volonté de résistance – ce dernier objectif n'étant toujours pas atteint !

Les conclusions de cette Session spéciale étaient sans appel :

¹ <http://www.crif.org/fr/communiquedepresse/crif-communique-de-presse-incitation-la-haine-la-fete-de-lhumanite>

² <http://www.crif.org/fr/revuedepresse/reuven-rivlin-le-bds-est-clairement-antis%C3%A9mite/60076>

Israël, puissance occupante au sens du droit international, avait commis au cours des 52 jours de cette agression, des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité ; peut-être pire encore, le crime d'incitation au génocide avait été commis par des personnalités parmi les plus hautes autorités politiques, militaires et religieuses.

Mettant également en garde la société civile internationale, le tribunal appelait l'attention sur cette situation où des crimes contre l'humanité étaient commis en toute impunité et où l'incitation directe et publique au génocide se manifestait dans tous les secteurs de la société. Il soulignait que « **l'effet cumulatif du régime de punition collective à Gaza semble infliger les conditions de vie calculées pour entraîner la destruction graduelle des Palestiniens en tant que groupe à Gaza** ». Effroyable constat.

Nous étions appelés – nous, membres de la société civile mondiale – à accentuer nos efforts et à intensifier la campagne BDS – Boycott, Désinvestissements et Sanctions – afin de s'opposer à l'accès aux marchés internationaux des entreprises israéliennes et des organisations soutenant ou profitant de l'occupation, complices des crimes commis contre les Palestiniens assiégés.

Or rien n'a changé depuis septembre 2014, et en août l'armée israélienne a commis de nouveaux bombardements massifs sur Gaza sans que nulle autorité ne s'en émeuve.

Le CRIF et ses officines – avec la complicité des plus hauts responsables du gouvernement français actuel - traitent d'antisémites celles et ceux qui continuent à dire la réalité infligée aux Palestiniens et à nommer la nature des crimes commis, dont celui originel d'Apartheid.

Notre solidarité avec le peuple Palestinien est plus que jamais une nécessité politique majeure, la dénonciation des crimes israéliens, de leur véritable nature, de leur finalité, une obligation morale et politique impérative.

Notre vigilance active doit s'amplifier ; nous devons étendre la mobilisation de la société civile française en faveur de la campagne BDS.

Si nous sommes unis, nous serons les plus forts !

L'UJFP met et mettra toutes ses forces en œuvre pour gagner ce combat.

Le Bureau National de l'UJFP, le 23 septembre 2016

Union Juive Française pour la Paix (UJFP) - 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS

Téléphone : 07 81 89 95 25 • E-mail : contact@ujfp.org • Site web : www.ujfp.org

Page facebook : www.facebook.com/UJFP.Officiel • Compte twitter: @contactujfp